

**18 DECEMBRE 1995. — Décret contenant le budget général des dépenses
de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1996 (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, paragraphe 1^{er}, 121, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 1996, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(exprimés en millions de francs)

	crédits d'engagement	crédits d'ordonnement
CREDITS NON DISSOCIES	7 576,7	7 576,7
CREDITS DISSOCIES	855,0	364,0
TOTAL	8 431,7	7 940,7

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs (T.V.A. incluse).

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peuvent également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

Des avances de fonds d'un maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances quel qu'en soit le montant pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

En matière d'enseignement des avances de fonds d'un maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires 29.03.12.01 et 29.03.74.01 des Institutions d'enseignement de la Commission communautaire française dont les noms suivent : l'Institut Meurice et l'Institut Emile Cryson.

Art. 4. Par dérogation à l'article 40, paragraphe 1^{er}, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 5. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 6. Les intérêts et amortissements des emprunts relatifs à l'acquisition des bâtiments scolaires, imputés à l'allocation de base 27.01.43.02 et 27.01.63.02, peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Cette procédure s'applique aussi aux intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base 27.02.21.11 et 27.02.91.11 et aux intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base 22.50.43.21 et 22.50.63.26

Art. 7. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux :

- A.B. 21.00.11.03 Rémunération du personnel
- A.B. 21.00.12.01 Frais de fonctionnement
- A.B. 22.10.33.03 Subventions aux Centres de Service social
- A.B. 22.30.33.10 Subventions aux Institutions Médico-socio-pédagogiques (I.M.P. secteur privé)
- A.B. 22.40.33.12 Subventions aux services agréés d'aide aux familles
- A.B. 22.40.33.13 Subventions aux centres P.M.F.
- A.B. 22.40.33.15 Formation d'aides familiales
- A.B. 22.50.52.01 Subventions d'investissements dans les infrastructures sociales (secteur privé)
- A.B. 22.20.33.04 Subventions aux services de santé mentale
- A.B. 23.20.33.05 Subventions aux centres de télé-accueil
- A.B. 24.00.73.01 Investissements en tourisme social (secteur public)

Art. 8. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

Subventions au Service social	21.00.33.01
Subventions à l'ORBEM	21.00.40.01
Intervention dans les frais du Conseil	21.00.41.01
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale et du 3e âge	22.10.33.01

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — N^{os} 4-II A, n^o 1. Projet de décret, n^o 3. — Avis des commissions permanentes, n^o 2. — Rapport, n^o 4. Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 1995.

Subventions pour les études et des initiatives en matière sociale	22.10.33.02
Subsides aux Centres de Service social	22.10.33.03
Subsides en matière de télévigilance	22.10.33.04
Subventions à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	22.10.33.05
Subventions visant l'intégration sociale des immigrés	22.20.33.04
Subventions aux communes en vue de la promotion de l'intégration sociale des immigrés	22.20.43.05
Subventions aux services d'aide précoce	22.30.33.07
Subventions aux services d'accompagnement	22.30.33.08
Subventions relatives à la prévention, la promotion, l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22.30.33.09
Subventions aux services agréés d'aide aux familles	22.40.33.12
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées	22.40.33.14
Formation d'aides familiales	22.40.33.15
Subsides en investissements	22.50.63.21
Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades	22.50.63.24
Subventions pour la recherche dans le domaine de la santé	23.10.33.01
Subventions aux centres de santé intégrés	23.10.33.02
Subventions aux associations en matière de santé	23.10.33.03
Subvention à l'a.s.b.l. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	23.10.33.11
Subventions pour des études et des initiatives originales en matière de santé mentale	23.20.33.06
Subventions pour les lieux d'accompagnement psychosocial de la petite enfance	23.20.33.07
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23.30.33.08
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23.40.33.09
Subventions aux centres de coordination en matière de soins à domicile	23.40.33.10
Subventions aux fédérations et ligues touristiques	24.00.33.01
Subventions aux associations actives en matière de tourisme	24.00.33.02
Subventions aux associations de tourisme social	24.00.33.03
Subvention de fonctionnement à l'OPT	24.00.43.01
Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)	24.00.53.02
Subventions d'investissement en tourisme social	24.00.53.03
Subvention à l'OPT pour ses dépenses d'investissement	24.00.63.01
Subventions d'équipements touristiques (secteur public)	24.00.63.03
Promotion d'activités en matière de formation professionnelle	26.10.33.01
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'alpiculture	26.10.33.03
Subventions à la délégation interministérielle aux solidarités urbaines	26.10.43.03
Subventions en matière de formation des indépendants	26.20.33.01
Subventions pour la formation des indépendants	26.20.41.01
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	26.20.41.02
Charges immobilières des centres de formation	26.20.61.01
Subventions accordées à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour son fonctionnement	26.30.43.05
Subventions destinées aux a.s.b.l. et aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion	26.30.43.06
Subvention accordée à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour ses investissements	26.30.63.05
Subvention d'investissement en matière d'infrastructures sportives privées	28.00.63.01
Dépenses relatives à la culture	29.05.01.02
Subventions aux associations (relations internationales)	30.00.33.01

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Bruxelles, le 18 décembre 1995.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française contenant le budget général des Dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1996.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Annexe

BUDGET 1996 (décret) INTITULE	Créd.	1995 ini.	1995 init. + 1 ^{er} aj.	Prop. budget 1996	
				cnd/co	cc
(en millions)					
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE H. HASQUIN TOTAL DIVISION 01	cnd	6,6	6,6	23,0	
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE COLLEGE CH. PICQUE TOTAL DIVISION 02	cnd	2,8	2,8	14,1	
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN TOTAL DIVISION 03	cnd	6,6	6,6	14,1	
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. ANDRE TOTAL DIVISION 04	cnd	3,3	3,3	14,1	
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. TOMAS TOTAL DIVISION 05	cnd	2,8	2,8	19,7	
DIVISION 06 : ASSEMBLEE DE LA C.C.F. TOTAL DIVISION 06	cnd	25,0	25,0	236,2	
DIVISION 21 : Administration Prog. 0 : Subsistance Total programme 0	cnd	331,7	430,2	487,8	
	co	80,0	80,0	5,0	
	ce	120,3	120,3		10,0
Prog. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française : Intérêts Total programme 1	cnd	0,0	1,3	1,3	
TOTAL DIVISION 21	cnd	331,7	431,5	489,1	
	co	80,0	80,0	5,0	
	ce	120,3	120,3		10,0
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES Prog. 1 : Action sociale Total programme 1	cnd	67,7	67,7	84,3	
	caa	0,0	0,6		
Prog. 2 : Cohabitation des communautés locales Total programme 2	cnd	191,0	191,0	200,9	
Prog. 3 : Personnes handicapées Total programme 3	cnd	2 447,7	2 497,7	2 311,2	
	caa	0,0	0,1	0,0	
Prog. 4 : Famille Total programme 4	cnd	458,6	458,6	540,1	
Prog. 5 : Infrastructures sociales Total programme 5	cnd	6,9	6,9	4,8	
	co	63,0	56,0	43,0	
	ce	113,0	113,0		42,0
	caa	0,0	0,0		
TOTAL DIVISION 22	cnd	3 171,9	3 221,9	3 141,3	
	co	63,0	56,0	43,0	
	ce	113,0	113,0		42,0
	caa	0,0	0,7		

BUDGET 1996 (décret) INTITULE	Créd.	1995 ini.	1995 init. + 1 ^{er} aj.	Prop. budget 1996	
				cnd/co	cc
(en millions)					
DIVISION 23 : SANTE					
Prog. 1 : Support de la politique générale					
Total programme 1	cnd	49,7	49,7	55,3	
	caa	0,0	0,1	0,0	
Prog. 2 : Santé mentale					
Total programme 2	cnd	356,6	356,6	344,6	
	caa	0,0	0,1		
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanies					
Total programme 3	cnd	82,0	82,0	87,0	
Prog. 4 : Soins à domicile					
Total programme 4	cnd	57,0	57,0	50,0	
Prog. 5 : Infrastructure					
Total programme 5	co	25,0	25,0	25,0	
	ce	25,0	25,0		
TOTAL DIVISION 23	cnd	545,3	545,3	536,9	
	caa	0,0	0,2	0,0	
	co	25,0	25,0	25,0	
	ce	25,0	25,0		40,0
DIVISION 24 : TOURISME	cnd	156,0	152,6	174,1	
	caa	0,0	0,0		
	co	67,0	67,0	64,0	
	ce	173,2	173,2		181,0
DIVISION 25 : TRANSPORTS SCOLAIRES	cnd	113,0	113,0	140,2	
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE					
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle					
Total programme 1	cnd	70,0	70,0	71,8	
Prog. 2 : Classes moyennes					
Total programme 2	cnd	188,8	188,8	203,1	
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle					
Total programme 3	cnd	812,0	805,0	678,9	
TOTAL DIVISION 26	cnd	1 070,8	1 063,8	953,8	
DIVISION 27 : DETTES	cnd	807,0	807,0	1 049,1	
DIVISION 28 : INFRASTRUCTURES SPORTIVES PRIVEES	co	7,0	7,0	7,0	
	ce	10,0	10,0		7,0
DIVISION 29 : DEPENSES LIEES A LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT	cnd	1 164,2	1 067,3	758,4	
	caa				
	co			220,0	
	ce				575,0

BUDGET 1996 (décret) INTITULE	Créd.	1995 ini.	1995 init. + 1 ^{er} aj.	Prop. budget 1996	
				end/co	ce
(en millions)					
DIVISION 30 : RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE CADRE DES MATIERES TRANSFEREES PAR LA COMMUNAUTE FRANÇAISE	cnd		16,9	12,6	
TOTAL BUDGET MATIERES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET DE LA PROVINCE	cnd	7 406,9	7 466,3	7 576,7	
	caa		0,9		
	co	242,0	235,0	364,0	
	ce	441,5	441,5		855,0

Les montants inscrits dans les colonnes 1995 init. et 1995 init. + 1^{er} ajust. sont arrondis à la décimale la plus proche.

VERTALING

N. 96 — 1474

[31220]

18 DECEMBER 1995. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1996 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, paragraaf 1, eerste lid, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1996 verbonden begrotingsuitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie worden kredieten geopend ten bedrage van :

(in miljoenen frank)

	vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
NIET-GESPLITSTE KREDIETEN	7 576,7	7 575,7
GESPLITSTE KREDIETEN	855,0	364,0
TOTAAL	8 431,7	7 940,7

Deze kredieten worden opgesomd in de bij het onderhavig decreet gevoegde tabel.

Art. 3. In afwijking op artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846, kunnen er voorschotten in gelden worden toegestaan tot 10 000 000 BEF aan de bijzondere rekenplichtige voor het betalen, los van de kleine uitgaven, van schuldvorderingen die niet meer bedragen dan 200 000 BEF (BTW inbegrepen).

Er wordt toelating gegeven aan deze rekenplichtigen om aan deze ambtenaren of deskundigen die naar het buitenland worden gestuurd voor een opdracht, de noodzakelijke voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten meer bedragen dan 200 000 BEF.

De betaling van vergoedingen aan deskundigen die uit andere landen komen en de kosten die voortvloeien uit afspraken met vreemde landen, kunnen eveneens gebeuren door voorschotten in gelden, ongeacht het bedrag ervan.

Er kunnen voorschotten van gelden tot 25 000 000 BEF worden toegestaan aan de bijzondere rekenplichtige ten laste van de begrotingsartikelen m.b.t. de financiering van het schoolvervoer.

Voor dit schoolvervoer mogen de voorschotten, ongeacht de grootte van de bedragen, dienen om de schuldvorderingen te betalen in zoverre voor de betrokken opdrachten een contract werd opgemaakt.

Voor het onderwijs kunnen voorschotten in gelden tot 15 000 000 BEF toegestaan worden aan de bijzondere rekenplichtigen ten laste van de begrotingsartikelen 29.03.12.01 en 29.03.74.01 van de Onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de namen volgen: het Instituut Meurice en het Instituut Emile Gryson.

Art. 4. In afwijking van artikel 40, § 1, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, geschiedt de betaling van de geboortepremie en de vergoeding voor begrafeniskosten overeenkomstig de in artikel 41 van dezelfde wetten voorziene regelen.

Art. 5. Voorschotten kunnen aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders toegekend worden voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — Nrs. 4-II A, nr. 1. Ontwerp van decreet, nr. 3. — Adviezen van de permanente commissies, nr. 2. — Verslag, nr. 4. Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 1995.

Art. 6. De interesten van de leningen betreffende de aanschaffing van schoolgebouwen, geboekt op basisallocatie 27.01.43.02 en 27.01.63.02 kunnen worden betaald volgens de procedure van de vaste uitgaven.

De procedure is eveneens van toepassing op de interesten en aflossingen van de leningen die respectievelijk toegepast worden op de basisallocaties 27.02.21.11 en 27.02.91.11 en op de interesten en aflossingen van de leningen die respectievelijk worden toegepast op de basisallocaties 22.50.43.21 en 22.50.63.26.

Art. 7. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen vorderingen van vorige jaren afgelost worden ten laste van de kredieten die bij dit decreet geopend worden m.b.t.:

- B.A. 21.00.11.03 Vergoeding van het personeel
- B.A. 21.00.12.01 Werkingskosten
- B.A. 22.10.33.03 Toelagen aan de centra voor maatschappelijke dienstverlening
- B.A. 22.30.33.10 Toelagen aan de geneeskundige en psychologische instituten (privé-sector)
- B.A. 22.40.33.12 Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen
- B.A. 22.40.33.13 Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin
- B.A. 22.40.33.15 Vorming voor bijstand aan gezinnen
- B.A. 22.50.52.01 Investeringsstoelagen in de sociale infrastructuur (privé-sector)
- B.A. 22.20.33.04 Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheid
- B.A. 23.20.33.05 Toelagen aan de centra voor tele-onthaal
- B.A. 24.00.73.01 Investeringsstoelagen in sociaal toerisme (openbare sector)

Art. 8. Het College is gemachtigd om werkings- en investeringsstoelagen toe te kennen ten laste van de basisallocaties die voorkomen in de administratieve begroting en hierna zijn hernomen:

Toelagen aan de sociale dienst	21.00.33.01
Toelagen aan BGDA	21.00.40.01
Tussenkost in de onkosten van de Raad	21.00.41.01
Toelagen aan instellingen voor sociale hulpverlening, hulpverlening aan gezinnen en aan de derde leeftijd	22.10.33.01
Toelagen voor de studiën en de initiatieven op sociaal vlak	22.10.33.02
Toelagen aan de Centra voor Sociale Dienst	22.10.33.03
Toelagen voor telebewaking	22.10.33.04
Toelagen voor de V.Z.W. « Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »	22.10.33.05
Toelagen strekkende tot sociale integratie van migranten	22.20.33.04
Toelagen aan gemeenten ter bevordering van de sociale integratie van migranten	22.20.43.05
Toelagen aan initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening	22.30.33.07
Toelagen aan de begeleidingsdiensten	22.30.33.08
Toelagen betreffende preventie, bevordering, hulpverlening en sociale integratie van mindervaliden	22.30.33.09
Toelagen aan erkende diensten voor bijstand aan gezinnen	22.40.33.12
Toelagen voor onthaaldiensten van oudere mensen gedurende de dag	22.40.33.14
Opleiding voor gezinsbijstand	22.40.33.15
Toelagen voor investeringen	22.50.63.21
Toelagen aan de gemeenten voor aankoop en aanleg van kampeerterreinen voor zwervers	22.50.63.24
Toelagen voor onderzoek in de gezondheidssector	23.10.33.01
Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra	23.10.33.02
Toelagen aan gezondheidsverenigingen	23.10.33.03
Toelagen aan de v.z.w. « Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »	23.10.33.11
Toelagen voor studiën en originele initiatieven inzake geestelijke gezondheid	23.20.33.06
Toelagen voor psycho-sociale begeleiding van kleine kinderen	23.20.33.07
Toelagen voor acties op het gebied van het druggebruik	23.30.33.08
Toelagen aan verenigingen inzake palliatieve zorgverlening	23.40.33.09
Toelagen voor coördinatiecentra inzake thuisverzorging	23.40.33.10
Toelagen voor toeristische federaties en verbonden	24.00.33.01
Toelagen voor verenigingen die in het toerisme actief zijn	24.00.33.02
Toelagen voor verenigingen voor sociaal toerisme	24.00.33.03
Werkingsstoelage voor de OPT	24.00.43.01
Toelagen voor bewegwijzering van toeristische trekpleisters (privé sector)	24.00.53.02
Toelagen voor verenigingen van sociaal toerisme	24.00.53.03
Toelage voor de OPT voor investeringsuitgaven	24.00.63.01
Toelagen voor bewegwijzering van toeristische trekpleisters (openbare sector)	24.00.63.03
Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding	26.10.33.01
Toelagen voor amateurverenigingen voor tuinbouw en bijenweek	26.10.33.03
Toelagen aan de interministeriële delegatie inzake stedelijke solidariteit	26.10.43.03
Toelagen inzake de opleiding van zelfstandigen	26.20.33.01
Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen	26.20.41.01
Werkingsstoelage aan het vormingsinstituut van de Middenstand en de K.M.O.'s	26.20.41.02
Onroerende lasten van de vormingscentra	26.20.61.01
Werkingsstoelagen toegekend aan het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding	26.30.43.05
Toelagen aan v.z.w.'s en ondernemingen voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie	26.30.43.06

Investeringsstoelag toegekend aan het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding	26.30.63.05
Investeringsstoelagen inzake privé-sportinfrastructuren	28.00.63.01
Uitgaven inzake cultuur	29.05.01.02
Toelagen aan verenigingen (internationale betrekkingen)	30.00.33.01

Art. 9. Onderhavig decreet treedt in werking op 1 januari 1996.

Brussel, 18 december 1995.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurde decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1996.

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PIQUE,

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Bijlage

BEGROTING 1996 (decreet) TITEL	Kred.	1995 oor.	1995 oor. + 1e aanp.	Voorst. begroting 1996	
				ngk/ok	vk
(in miljoen)					
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZITTER VAN HET COLLEGE H. HASQUIN TOTAAL AFDELING 01	ngk	6,6	6,6	23,0	
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE CH. PICQUE TOTAAL AFDELING 02	ngk	2,8	2,8	14,1	
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE D. GOSUIN TOTAAL AFDELING 03	ngk	6,6	6,6	14,1	
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. ANDRE TOTAAL AFDELING 04	ngk	3,3	3,3	14,1	
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. TOMAS TOTAAL AFDELING 05	ngk	2,8	2,8	19,7	
AFDELING 06 : RAAD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE TOTAAL AFDELING 06	ngk	25,0	25,0	236,2	
AFDELING 21 : Bestuur Prog. 0 : Bestaansmiddelen Totaal programma 0	ngk ok vk	331,7 80,0 120,3	430,2 80,0 120,3	487,8 5,0	10,0
Prog. 1 : Speciale dotatie van de Franse Gemeenschap : Intresten Totaal programma 1	ngk	0,0	1,3	1,3	
TOTAAL AFDELING 21	ngk ok vk	331,7 80,0 120,3	431,5 80,0 120,3	489,1 5,0	10,0

BEGROTING 1996 (decreet) TITEL (in miljoen)	Kred.	1995 oor.	1995 oor. + 1e aanp.	Voorst. begroting 1996	
				ngk/ok	vk
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN					
Prog. 1 : Sociale actie					
Totaal programma 1	ngk	67,7	67,7	84,3	
	kvj	0,0	0,6		
Prog. 2 : Samenleving van lokale gemeenschappen					
Totaal programma 2	ngk	191,0	191,0	200,9	
Prog. 3 : gehandicapte personen					
Totaal programma 3	ngk	2 447,7	2 497,7	2 311,2	
	kvj	0,0	0,1	0,0	
Prog. 4 : Gezin					
Totaal programma 4	ngk	458,6	458,6	540,1	
Prog. 5 : Sociale infrastructuur					
Totaal programma 5	ngk	6,9	6,9	4,8	
	ok	63,0	56,0	43,0	
	vk	113,0	113,0		42,0
	kvj	0,0	0,0		
TOTAAL AFDELING 22	ngk	3 171,9	3 221,9	3 141,3	
	ok	63,0	56,0	43,0	
	vk	113,0	113,0		42,0
	kvj	0,0	0,7		
AFDELING 23 : GEZONDHEID					
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid					
Totaal programma 1	ngk	49,7	49,7	55,3	
	kvj	0,0	0,1	0,0	
Prog. 2 : Geestelijke gezondheidszorg					
Totaal programma 2	ngk	356,6	356,6	344,6	
	kvj	0,0	0,1		
Prog. 3 : Bestrijding van het druggebruik					
Totaal programma 3	ngk	82,0	82,0	87,0	
Prog. 4 : Thuisverpleging					
Totaal programma 4	ngk	57,0	57,0	50,0	
Prog. 5 : Infrastructuur					
Totaal programma 5	ok	25,0	25,0	25,0	
	vk	25,0	25,0		40,0
TOTAAL AFDELING 23	ngk	545,3	545,3	536,9	
	kvj	0,0	0,2	0,0	
	ok	25,0	25,0	25,0	
	vk	25,0	25,0		40,0
AFDELING 24 : TOERISME	ngk	156,0	152,6	174,1	
	kvj	0,0	0,0		
	ok	67,0	67,0	64,0	
	vk	173,2	173,2		181,0

BEGROTING 1996 (decreet) TITEL (in miljoen)	Kred.	1995 oor.	1995 oor. + 1e aanp.	Voorst. begroting 1996	
				end/ok	vk
AFDELING 25 : LEERLINGENVERVOER	ngk	113,0	113,0	140,2	
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING					
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid					
Totaal programma 1	ngk	70,0	70,0	71,8	
Prog. 2 : Middenstand					
Totaal programma 2	ngk	188,8	188,8	203,1	
Prog. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor beroepsopleiding					
Totaal programma 3	ngk	812,0	805,0	678,9	
TOTAAL AFDELING 26	ngk	1 070,8	1 063,8	953,8	
AFDELING 27 : SCHULD	ngk	807,0	807,0	1 049,1	
AFDELING 28 : PRIVE-SPORTINFRASTRUCTUREN	ok vk	7,0 10,0	7,0 10,0	7,0	7,0
AFDELING 29 : UITGAVEN VERBONDEN AAN DE OPSPLITSING VAN DE PROVINCIE BRABANT	ngk kvj ok vk	1 164,2	1 067,3	758,4 220,0	575,0
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN IN HET KADER VAN DE MATERIES OVERGEDRAGEN DOOR DE FRANSE GEMEENSCHAP	ngk		16,9	12,6	
TOTAAL BEGROTING MATERIES OVERGEDRAGEN DOOR DE FRANSE GEMEENSCHAP EN DE PROVINCIE	ngk kvj ok vk	7 406,9 242,0 441,5	7 466,3 0,9 235,0 441,5	7 576,7 364,0	855,0

De bedragen ingeschreven in de kolommen 1995 oor. en 1995 oor. + 1e aanp. worden afgerond tot op de eerste decimaal.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9513]

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 5 juli 1996 wordt aan de heer Mannaerts, A., beambte bij de griffie van de vrederechten van de kantons Zaventem en Overijse, opdracht gegeven om het ambt van klerkgriffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, vanaf 1 augustus 1996 tot en met 31 augustus 1996.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[9513]

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 5 juillet 1996, M. Mannaerts, A., employé au greffe des justices de paix des cantons de Zaventem et d'Overijse, est délégué aux fonctions de commis-greffier aux justices de paix de ces cantons, à partir du 1er août 1996 jusqu'au 31 août 1996.